



5N PLUS



RAPPORT DE GESTION

TRIMESTRE
TERMINÉ
LE 31 MARS
2017

Le présent rapport de gestion analyse les résultats d'exploitation et la situation financière de 5N Plus inc. (la « Société » ou « 5N Plus ») et vise à aider le lecteur à mieux comprendre son contexte d'affaires, ses stratégies, sa performance et ses facteurs de risque. Le présent rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le premier trimestre de 2017 et les états financiers consolidés audités et les notes correspondantes pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. Le présent rapport de gestion a été préparé conformément aux exigences des Autorités canadiennes en valeurs mobilières.

L'information figurant dans le présent rapport de gestion inclut tous les changements importants survenus jusqu'au 2 mai 2017, date à laquelle il a été approuvé par le conseil d'administration de la Société. Sauf indication contraire, les termes « nous », « nos », « notre » et « le groupe » font référence à la Société et à ses filiales.

Le « premier trimestre de 2017 » et le « premier trimestre de 2016 » correspondent aux périodes de trois mois closes respectivement les 31 mars 2017 et 2016. Tous les montants figurant dans le présent rapport de gestion sont exprimés en dollars américains, et tous les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains, à moins d'avis contraire. Toute l'information trimestrielle fournie dans le présent rapport de gestion est fondée sur des montants non audités.

Mesures non conformes aux IFRS

Le présent rapport de gestion renferme également des montants qui ne sont pas des mesures de la performance conformes aux IFRS. Ces mesures sont définies à la fin du présent rapport de gestion à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Certains énoncés compris dans le présent rapport de gestion peuvent être prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Ces énoncés prospectifs sont fondés sur les meilleures estimations dont dispose la Société à ce jour et comportent un certain nombre de risques connus et inconnus, d'incertitudes et d'autres facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats, la performance ou les réalisations réels de la Société diffèrent sensiblement des résultats, de la performance ou des réalisations futurs, exprimés ou sous-entendus dans ces énoncés prospectifs. Une description des risques qui touchent l'entreprise et les activités de la Société est présentée à la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de 2016 de 5N Plus daté du 21 février 2017 et aux notes 11 et 12 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les trimestres clos les 31 mars 2017 et 2016, qui peuvent être consultés sur le site SEDAR à l'adresse www.sedar.com. En règle générale, les énoncés prospectifs se distinguent par l'emploi du futur et du conditionnel et par l'utilisation de termes tels que « croire » ou « s'attendre à », à la forme positive et négative, de variantes de ces termes ou de termes similaires. Rien ne garantit que les événements prévus dans l'information prospective du présent rapport de gestion se produiront, ou s'ils se produisent, quels seront les avantages que 5N Plus pourra en tirer. Plus particulièrement, rien ne garantit la performance financière future de 5N Plus. L'information prospective contenue dans le présent rapport de gestion est valable en date de celui-ci, et la Société n'a aucune obligation de mettre publiquement à jour cette information prospective afin de tenir compte de nouveaux renseignements, obtenus ultérieurement ou autrement, à moins d'y être obligée en vertu des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Le lecteur est averti de ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs.

Rapport de gestion

Aperçu

5N Plus est le chef de file de la production de métaux spéciaux et de produits chimiques. La Société, entièrement intégrée, possède des installations de recyclage en boucle fermée. Son siège social est situé à Montréal (Québec, Canada) et elle compte des installations de production et des bureaux de vente dans plusieurs pays, notamment en Europe, en Amérique et en Asie. À partir de diverses technologies brevetées et éprouvées, 5N Plus fabrique des produits utilisés dans plusieurs applications pharmaceutiques, électroniques et industrielles avancées. Parmi les principaux produits, mentionnons, entre autres, les métaux purifiés comme le bismuth, le gallium, le germanium, l'indium, le sélénium et le tellure, les produits chimiques inorganiques basés sur ces types de métaux et les substrats de composés semi-conducteurs. Un grand nombre de ces produits sont des précurseurs critiques et des éléments indispensables sur certains marchés, tels ceux des modules solaires, des diodes électroluminescentes et des matériaux écologiques.

Information sectorielle

Deux secteurs opérationnels sont présentés par la Société, soit le secteur Matériaux électroniques et le secteur Matériaux écologiques. Les opérations et activités qui s'y rapportent sont gérées dans ce sens par les principaux décideurs de la Société. Des données financières et opérationnelles sectorielles, qui constituent les principaux indicateurs de performance, sont utilisées pour gérer ces secteurs opérationnels, pour analyser la performance et pour affecter les ressources. La performance financière d'un secteur donné est évaluée principalement en fonction des produits et du BAIIA ajusté¹, lesquels font l'objet d'un rapprochement avec les chiffres consolidés en tenant compte des produits et des charges de la Société.

Les activités du secteur Matériaux électroniques sont exercées en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Celles-ci consistent en la production et en la vente de métaux affinés, de composés et d'alliages qui sont utilisés principalement dans diverses applications électroniques. Les marchés essentiellement concernés sont ceux des produits photovoltaïques (énergie solaire terrestre et spatiale), des diodes électroluminescentes (DEL), des afficheurs, des produits électroniques à haute fréquence, de l'imagerie médicale et des produits thermoélectriques. La plupart des produits du secteur sont associés à des métaux comme le cadmium, le gallium, le germanium, l'indium et le tellure. Ceux-ci sont vendus sous leur forme élémentaire ou en alliages ainsi que sous la forme de produits chimiques, de composés et de substrats. Les produits et les résultats associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Matériaux électroniques sont également inclus dans le secteur Matériaux électroniques. L'équipe de direction du secteur Matériaux électroniques est responsable de la gestion de ces activités.

Le secteur Matériaux écologiques est dénommé ainsi, car il est principalement associé au bismuth, l'un des rares métaux lourds n'ayant pas d'effet nuisible sur la santé humaine ni sur l'environnement. Par conséquent, le bismuth est de plus en plus utilisé dans un certain nombre d'applications pour remplacer des métaux et des produits chimiques plus nocifs. Les activités du secteur Matériaux écologiques sont exercées en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Celles-ci consistent en la production et en la vente de bismuth et de produits chimiques dérivés du bismuth affiné, d'alliages à bas point de fusion ainsi que de sélénium et de produits chimiques dérivés du sélénium affiné. Ces produits sont utilisés dans le secteur pharmaceutique et la production d'aliments pour animaux de même que dans certaines applications industrielles comme les enduits, les pigments, les alliages métallurgiques et l'électronique. L'équipe de direction du secteur Matériaux écologiques est responsable de la gestion de ces activités.

Les charges du siège social et les frais généraux, frais de vente et frais d'administration non affectés ainsi que les charges financières (produits financiers) ont été regroupés sous la rubrique « Siège social ».

Vision et stratégie

À titre de chef de file mondial dans le domaine de la technologie des matériaux, comptant des employés et des actifs partout dans le monde, nous sommes déterminés à donner à nos employés les moyens qu'il faut pour les inciter à offrir collectivement un rendement remarquable ainsi qu'à optimiser l'utilisation des ressources pour atteindre des rendements financiers concurrentiels.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Le 12 septembre 2016, la Société a dévoilé son plan stratégique 5N21 (le « plan 5N21 »), qui vise à améliorer la rentabilité tout en réduisant la volatilité des bénéfices. Le plan s'articule autour de trois piliers principaux :

1. Optimiser l'équilibre de l'apport des activités en amont et en aval
2. Dégager une valeur accrue des activités principales et des actifs mondiaux
3. Assurer une croissance continue de la qualité grâce aux initiatives de croissance en cours et aux possibilités de fusion et d'acquisition futures

Faits saillants du premier trimestre de 2017 – Rentabilité et discipline

Après une année de transition, la Société a continué d'améliorer sa performance et sa rentabilité, et a affiché des résultats trimestriels solides tout en progressant dans l'atteinte des objectifs énoncés dans son plan 5N21. Au cours de la période, la Société a maintenu un bilan solide, ce qui lui a permis de soutenir ses initiatives de croissance.

- Pour le premier trimestre de 2017, la Société a inscrit un BAIIA ajusté¹ de 6,1 M\$ et un BAIIA¹ de 9,7 M\$, par rapport à un BAIIA ajusté de 4,3 M\$ et un BAIIA de 2,9 M\$ pour le trimestre correspondant de 2016. Cette hausse du BAIIA ajusté témoigne d'une croissance de la rentabilité, de la demande solide pour les produits et de la performance globale des activités d'exploitation. Les éléments non récurrents, découlant de l'optimisation des ententes commerciales au cours des derniers trimestres conformément au plan 5N21, ont une incidence positive sur le BAIIA pour le trimestre. Des contrats ont ainsi été modifiés pour garantir à la Société des marges plus élevées à court terme plutôt qu'une plus grande part de marché, et des activités commerciales secondaires ont été abandonnées. Ces initiatives ont généré des produits de 3,4 M\$, comparativement à des charges de restructuration de 1,0 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- Le résultat net a été de 4,2 M\$, ou 0,05 \$ par action, pour le premier trimestre de 2017, comparativement à une perte nette de 1,9 M\$, ou (0,02) \$ par action, pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- Les produits pour le premier trimestre de 2017 ont atteint 60,9 M\$, par rapport à 63,9 M\$ pour le premier trimestre de 2016, et la marge brute¹ s'est établie à 23,1 % au premier trimestre de 2017 par rapport à 19,4 % pour la période correspondante de 2016.
- La dette nette¹ s'établissait à 20,8 M\$ au 31 mars 2017, ce qui est légèrement plus élevé qu'au 31 décembre 2016, les liquidités étant demeurées élevées.
- Au 31 mars 2017, le carnet de commandes¹ avait atteint un niveau de 128 jours de ventes en cours, en baisse de 8 jours comparativement au trimestre précédent. Les nouvelles commandes avaient atteint un niveau de 97 jours pour le premier trimestre de 2017, par rapport à 78 jours pour le quatrième trimestre de 2016 et 89 jours pour le premier trimestre de 2016.
- La Société a confirmé le maintien des lignes directrices énoncées dans le plan 5N21 pour 2017.
- Le 21 février 2017, 5N Plus a annoncé l'approbation par la Bourse de Toronto de la modification à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société, dans le cadre de laquelle elle a le droit d'acheter aux fins d'annulation jusqu'à 2 100 000 (auparavant 600 000) actions ordinaires jusqu'au 10 octobre 2017.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

- Le 2 mars 2017, la Caisse de dépôt et placement du Québec a fait l'acquisition, sur le marché secondaire, de 8 700 000 actions supplémentaires de 5N Plus. Ce réinvestissement de 14,8 M\$ porte la participation de la Caisse à 18,93 %.
- Au cours du trimestre, la Société a mandaté sur une base non exclusive Arrowhead Business and Investment Decisions, un cabinet établi à New York, États-Unis, spécialisé dans les relations avec les investisseurs pour mieux la faire connaître auprès des investisseurs, étendre son réseau et l'aider à établir un programme de communication aux États-Unis.

La Société commence à percevoir les résultats de sa progression dans l'atteinte des objectifs à court terme de son plan 5N21, notamment en ce qui a trait à l'optimisation des activités principales et des actifs mondiaux. La Société fait des progrès notables dans l'atteinte d'un équilibre quant à la qualité des résultats, tout en gérant sagement sa part de marché et en consolidant sa présence internationale, conformément à ses prévisions. En plus d'améliorer la rentabilité et la qualité des résultats, ses initiatives visant à réduire la volatilité des bénéfices devraient s'avérer profitables. Les résultats sont très encourageants et, avec la nouvelle équipe de direction, 5N Plus maintient le cap dans la réalisation du plan 5N21.

Rapport de gestion

Synthèse des résultats

	T1 2017	T1 2016
	\$	\$
Produits	60 870	63 868
Charges d'exploitation ajustées ^{1*}	(54 798)	(59 618)
BAlIA ajusté ¹	6 072	4 250
Dépréciation des stocks	-	-
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	390	-
Produits (coûts) associés aux litiges et aux activités de restructuration	3 368	(1 030)
Variations de la juste valeur de l'option de conversion des débentures	22	(309)
Pertes de change et au titre de dérivés	(177)	(27)
BAlIA ¹	9 675	2 884
Intérêt sur la dette à long terme, intérêts théoriques et autres charges d'intérêts	1 805	2 699
Amortissement	2 043	2 406
Résultat avant impôt sur le résultat	5 827	(2 221)
Charge (recouvrement) d'impôt		
Exigible	318	699
Différé	1 356	(1 011)
	1 674	(312)
Résultat net	4 153	(1 909)
Résultat de base par action	0,05 \$	(0,02) \$
Résultat dilué par action	0,05 \$	(0,02) \$

* Compte non tenu des coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration, du profit sur la sortie d'immobilisations corporelles et de l'amortissement.

Produits par secteur et marge brute

	T1 2017	T1 2016	Variation
	\$	\$	
Matériaux électroniques	19 339	19 568	(1) %
Matériaux écologiques	41 531	44 300	(6) %
Total des produits	60 870	63 868	(5) %
Coût des ventes	(48 760)	(53 739)	(9) %
Amortissement des immobilisations corporelles	1 973	2 246	(12) %
Marge brute¹	14 083	12 375	14 %
Pourcentage de marge brute¹	23,1 %	19,4 %	

Les produits ont diminué de 5 % pour le premier trimestre de 2017 par rapport à la période correspondante de 2016. Bien que le volume des ventes ait été inférieur pour le premier trimestre de 2017, la marge brute¹ s'est améliorée grâce à la relative stabilité des prix des métaux soutenue par notre approche sélective favorisant les produits à plus forte marge. La marge brute s'est établie à 23,1 % en 2017, comparativement à une marge brute de 19,4 % en 2016.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

Résultat d'exploitation, BAIIA et BAIIA ajusté

	T1 2017	T1 2016	Variation
	\$	\$	
Matériaux électroniques	6 960	3 420	104 %
Matériaux écologiques	2 412	3 828	(37) %
Siège social	(3 300)	(2 998)	10 %
BAIIA ajusté¹	6 072	4 250	43 %
BAIIA¹	9 675	2 884	235 %
Résultat d'exploitation	7 787	814	857 %

Pour le premier trimestre de 2017, le résultat d'exploitation s'est établi à 7,8 M\$, en hausse de 7,0 M\$ par rapport à 0,8 M\$ au premier trimestre de 2016, grâce surtout à l'augmentation des marges réalisées, à l'incidence favorable des produits associés aux litiges et aux activités de restructuration, et au profit sur la sortie d'immobilisations corporelles.

Le BAIIA¹ s'est établi à 9,7 M\$ pour le premier trimestre de 2017, contre 2,9 M\$ pour le premier trimestre de 2016. Pour le premier trimestre de 2017, la stabilité relative des prix pour la plupart des métaux, la demande soutenue pour les produits de la Société et les autres facteurs mentionnés précédemment ont eu une incidence positive sur le BAIIA de la Société.

Pour le premier trimestre de 2017, le BAIIA ajusté¹ a augmenté de 1,8 M\$ pour s'établir à 6,1 M\$, par rapport à 4,3 M\$ au premier trimestre de 2016, grâce à une meilleure composition des ventes et à l'augmentation des marges réalisées connexes. Le BAIIA ajusté du secteur Matériaux électroniques a augmenté de 3,5 M\$ pour atteindre 7,0 M\$, ce qui correspond à une marge du BAIIA ajusté¹ de 36 %, comparativement à 17 % pour le premier trimestre de 2016. Le BAIIA ajusté du secteur Matériaux écologiques a diminué de 1,4 M\$ pour atteindre 2,4 M\$, par rapport à 3,8 M\$ pour le premier trimestre de 2016, ce qui représente une marge du BAIIA ajusté de 6 %, par rapport à 9 % pour le premier trimestre de 2016. L'augmentation à 0,3 M\$ de la charge comptabilisée au titre des régimes d'intéressement à court terme s'est répercutée sur le BAIIA ajusté du secteur Siège social pour le premier trimestre de 2017.

Résultat net et résultat net ajusté

	T1 2017	T1 2016
	\$	\$
Résultat net	4 153	(1 909)
Résultat de base par action	0,05 \$	(0,02) \$
Éléments de rapprochement :		
Coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration	(3 368)	1 030
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	(390)	-
Variations de la juste valeur de l'option de conversion des débetures	(22)	309
Impôt sur les éléments imposables ci-dessus	1 229	(83)
Résultat net ajusté¹	1 602	(653)
Résultat net de base ajusté par action¹	0,02 \$	(0,01) \$

Pour le premier trimestre de 2017, le résultat net a été de 4,2 M\$, comparativement à une perte nette de 1,9 M\$ pour le premier trimestre de 2016. Le résultat net ajusté¹ s'est amélioré de 2,3 M\$, atteignant 1,6 M\$ pour le premier trimestre de 2017, par rapport à une perte nette ajustée¹ de 0,7 M\$ pour le premier trimestre de 2016. Outre l'impôt sur le résultat, les principaux ajustements apportés au résultat net pour le premier trimestre de 2017 comprennent les produits découlant d'une modification visant à optimiser les ententes commerciales, contrebalancés par le coût associé à l'abandon des activités secondaires et le profit sur la sortie d'un actif excédentaire (bien immobilier).

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Nouvelles commandes et carnet de commandes

	CARNET DE COMMANDES ¹			NOUVELLES COMMANDES ¹		
	T1 2017	T4 2016	T1 2016	T1 2017	T4 2016	T1 2016
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Matériaux électroniques	44 653	35 417	48 481	28 575	13 821	20 824
Matériaux écologiques	40 945	46 377	53 192	36 099	32 702	41 778
Total	85 598	81 794	101 673	64 674	46 523	62 602

(nombre de jours en fonction des produits annualisés)*	CARNET DE COMMANDES ¹			NOUVELLES COMMANDES ¹		
	T1 2017	T4 2016	T1 2016	T1 2017	T4 2016	T1 2016
Matériaux électroniques	211	167	226	135	65	97
Matériaux écologiques	90	120	110	79	84	86
Moyenne pondérée	128	136	145	97	78	89

*Le carnet de commandes et les nouvelles commandes sont également présentés en nombre de jours pour éliminer l'incidence des prix des produits de base.

Premier trimestre de 2017 par rapport au quatrième trimestre de 2016

Au 31 mars 2017, le carnet de commandes¹ avait atteint un niveau de 128 jours de ventes en cours, en baisse de 8 jours comparativement au trimestre précédent en raison de la restructuration de certains contrats visant à atteindre un équilibre entre la part de marché et la rentabilité, et compte tenu des activités de réoutillage de certains clients et de la mise à niveau de leur capacité de fabrication.

Au 31 mars 2017, le carnet de commandes du secteur Matériaux électroniques représentait 211 jours de ventes en cours, en hausse de 44 jours, soit 26 %, par rapport au carnet de commandes au 31 décembre 2016. Le carnet de commandes du secteur Matériaux écologiques représentait 90 jours de produits annualisés, soit une diminution de 30 jours, ou 25 %, par rapport au carnet de commandes au 31 décembre 2016, en raison de la restructuration de certains contrats visant à atteindre un équilibre entre la part de marché et la rentabilité.

Les nouvelles commandes¹ du secteur Matériaux électroniques ont augmenté de 70 jours par rapport au quatrième trimestre de 2016. Les nouvelles commandes du secteur Matériaux écologiques représentaient 79 jours pour le premier trimestre de 2017, soit une diminution de 5 jours, comparativement à 84 jours pour le quatrième trimestre de 2016.

Premier trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2016

Au 31 mars 2017, le carnet de commandes du secteur Matériaux électroniques avait diminué de 15 jours, et celui du secteur Matériaux écologiques, de 20 jours, par rapport au 31 mars 2016, étant donné notre stratégie de sélection visant à atteindre un équilibre entre la part de marché et la gestion des marges et en raison de l'annonce récente d'un de nos clients de moderniser ses activités.

Les nouvelles commandes du secteur Matériaux électroniques ont augmenté de 38 jours, et celles du secteur Matériaux écologiques ont diminué de 7 jours par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Charges

	T1 2017	T1 2016
	\$	\$
Amortissement	2 043	2 406
Frais généraux, frais de vente et frais d'administration	7 039	6 378
Coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration	(3 368)	1 030
Charges financières	1 960	3 035
Charge (recouvrement) d'impôt	1 674	(312)
Total des charges	9 348	12 537

Amortissement

La dotation aux amortissements s'est établie à 2,0 M\$ pour le premier trimestre de 2017 par rapport à 2,4 M\$ pour la période correspondante de 2016, en raison de l'amortissement accéléré comptabilisé au troisième trimestre de 2016 découlant de la décision de la Société d'optimiser sa présence géographique.

Frais généraux, frais de vente et frais d'administration

Les frais généraux, frais de vente et frais d'administration se sont établis à 7,0 M\$ pour le premier trimestre de 2017, par rapport à 6,4 M\$ pour le trimestre correspondant de 2016. La variation s'explique surtout par la hausse des salaires et des autres charges, contrebalancée par des taux de change favorables pour une grande partie des charges libellées en monnaie locale au cours du premier trimestre de 2017.

Coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration

Pour le premier trimestre de 2017, la Société a comptabilisé des produits découlant de modifications apportées aux contrats afin de garantir des marges plus élevées à court terme plutôt qu'une plus grande part de marché des activités en aval, contrebalancés par des coûts liés à l'abandon d'activités commerciales secondaires en amont. La Société avait passé en charges des coûts de 1,0 M\$ relativement aux litiges et aux activités de restructuration pour le premier trimestre de 2016, à la suite de mesures qui visaient à diminuer ses charges d'exploitation et de la renégociation de contrats d'achat désavantageux.

Charges financières et produits financiers

Les charges financières se sont établies à 2,0 M\$ pour le premier trimestre de 2017, comparativement à 3,0 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette baisse de 1,0 M\$ s'explique principalement par un montant moindre au titre des autres charges d'intérêts combiné aux profits peu élevés découlant des variations de la juste valeur de l'option de conversion des débetures.

Impôt sur le résultat

La Société a affiché un résultat net avant impôt de 5,8 M\$ pour le premier trimestre de 2017, par rapport à une perte nette avant impôt de 2,2 M\$ pour le premier trimestre de 2016. La charge d'impôt s'est élevée à 1,7 M\$ pour le premier trimestre de 2017, par rapport à un recouvrement d'impôt de 0,3 M\$ pour la période correspondante de 2016. La Société ne comptabilise pas l'économie d'impôt liée aux pertes fiscales subies au cours de ces périodes dans certains pays, ce qui a eu une incidence négative sur ces montants.

Situation financière et sources de financement

	T1 2017	T1 2016
	\$	\$
Fonds provenant de l'exploitation ¹	8 730	2 471
Variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie	(8 962)	7 014
Activités d'exploitation	(232)	9 485
Activités d'investissement	(594)	(2 004)
Activités de financement	(484)	(1 598)
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	32	152
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(1 278)	6 035

Pour le premier trimestre de 2017, les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation se sont établis à 0,2 M\$, comparativement à des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de 9,5 M\$ pour le premier trimestre de 2016. Une meilleure gestion du fonds de roulement hors trésorerie a donné lieu à une autre réduction des stocks de 5,2 M\$, qui a été atténuée par une hausse des créances de 8,4 M\$ et une baisse des dettes fournisseurs de 4,9 M\$.

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 0,6 M\$ pour le premier trimestre de 2017, par rapport à 2,0 M\$ pour la période correspondante de 2016. Cette baisse s'explique par le produit de la sortie d'un actif excédentaire et par une diminution des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

Pour le premier trimestre de 2017, les flux de trésorerie affectés aux activités de financement ont totalisé 0,5 M\$, par rapport à 1,6 M\$ pour le premier trimestre de 2016. Cette baisse s'explique principalement par une diminution nette des emprunts effectués aux termes de la facilité de crédit renouvelable découlant d'une meilleure gestion du fonds de roulement hors trésorerie. Aucun emprunt n'avait été effectué aux termes de la facilité de crédit de la Société à la fin du premier trimestre de 2017 ni à la date de clôture de l'exercice 2016. Cette diminution a été en partie contrebalancée par le programme de rachat d'actions ordinaires, qui a été lancé en octobre 2016.

Fonds de roulement

	Au 31 mars 2017	Au 31 décembre 2016
	\$	\$
Stocks	75 074	80 309
Autres actifs courants	71 931	63 750
Passif courant	(62 070)	(66 128)
Fonds de roulement ¹	84 935	77 931
Ratio du fonds de roulement ¹	2,37	2,18

La hausse de fonds de roulement¹ par rapport au 31 décembre 2016 est principalement attribuable à une augmentation des créances combinée à une baisse des dettes fournisseurs découlant des paiements des obligations à court terme et au fait que la Société a continué de mieux gérer ses achats de matières en fonction de leur utilisation dans le cadre de ses efforts visant à réduire ses stocks.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

Dette nette

	Au 31 mars 2017	Au 31 décembre 2016
	\$	\$
Dette bancaire	-	-
Dette à long terme, y compris la partie courante	330	325
Déventures convertibles	44 356	43 157
Swap de devises	(818)	(189)
Total de la dette	43 868	43 293
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(23 023)	(24 301)
Dette nette¹	20 845	18 992

Le total de la dette, compte tenu du swap de devises, a augmenté de 0,6 M\$ pour s'établir à 43,9 M\$ au 31 mars 2017, par rapport à 43,3 M\$ au 31 décembre 2016.

La dette nette¹, compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, a augmenté de 1,9 M\$, pour s'établir à 20,8 M\$ au 31 mars 2017, par rapport à 19,0 M\$ au 31 décembre 2016.

Fonds provenant de l'exploitation

	T1 2017	T1 2016
	\$	\$
Fonds provenant de l'exploitation¹	8 730	2 471
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, montant net	(1 739)	(1 904)
Variation du fonds de roulement	(8 962)	7 014
Produit de la sortie d'immobilisations corporelles	1 145	-
Actions ordinaires rachetées	(484)	-
Autres	(543)	(268)
	(10 583)	4 842
Variation totale de la dette nette¹	(1 853)	7 313
Dette nette ¹ au début de la période	(18 992)	(34 862)
Dette nette¹ à la fin de la période	(20 845)	(27 549)

Les fonds provenant de l'exploitation¹ se sont établis à 8,7 M\$ pour le premier trimestre de 2017, en hausse de 6,3 M\$ par rapport à 2,5 M\$ pour la période correspondante de 2016. Cette hausse a toutefois été atténuée par l'incidence négative de la variation du fonds de roulement par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Informations relatives aux actions

	Au 2 mai 2017	Au 31 mars 2017
Actions émises et en circulation	83 309 925	83 426 161
Options sur actions pouvant être émises	2 673 648	2 673 648
Déventures convertibles pouvant être émises	9 777 777	9 777 777

Le 21 février 2017, la Bourse de Toronto a approuvé une modification à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société mise en application le 11 octobre 2016, dans le cadre de laquelle la Société a le droit d'acheter aux fins d'annulation jusqu'à 2 100 000 (auparavant 600 000) actions ordinaires du 11 octobre 2016 au 10 octobre 2017. Pour le trimestre clos le 31 mars 2017, la Société avait racheté et annulé 352 396 actions ordinaires à un prix moyen de 1,37 \$ pour un montant total de 0,5 M\$, qui a été porté en diminution des capitaux propres.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Arrangements hors bilan

La Société a recours à certains arrangements hors bilan portant principalement sur la location de locaux et de matériel aux termes de contrats de location simple et d'obligations contractuelles dans le cours normal des activités.

La Société est exposée au risque de change lié aux ventes réalisées en euros et en d'autres monnaies étrangères et conclut à l'occasion des contrats de change à terme afin de se protéger contre les fluctuations des taux de change. Le lecteur trouvera un complément d'information sur ces contrats aux notes 16 et 24 des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Engagements

Dans le cours normal des activités, la Société a conclu des lettres de crédit d'un montant pouvant aller jusqu'à 0,7 M\$ au 31 mars 2017 (0,7 M\$ au 31 décembre 2016).

Éventualités

Dans le cours normal des activités, la Société est exposée à des événements pouvant donner lieu à des passifs ou des actifs éventuels. À la date de publication des états financiers consolidés, la Société n'avait connaissance d'aucun événement important susceptible d'avoir une incidence significative sur ses états financiers consolidés.

Gouvernance

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-109 »), 5N Plus a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef de la direction financière qui, entre autres, rendent compte de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles et procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur a été communiquée;
- l'information à fournir dans les documents d'information continue de la Société a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée dans les délais prescrits par les lois sur les valeurs mobilières.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF), pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

À la lumière de leur évaluation de l'efficacité du CIIF de la Société, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que le CIIF a été conçu de façon adéquate et qu'il fonctionnait de façon efficace, selon le référentiel intitulé *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (« référentiel COSO 2013 »).

Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le CIIF n'a subi, au cours du trimestre clos le 31 mars 2017, aucune modification qui a eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur le CIIF.

Méthodes comptables et changements

Les principes et méthodes comptables appliqués par la Société pour préparer ses états financiers consolidés audités pour l'exercice 2016 sont conformes aux IFRS. Les principales méthodes comptables de la Société sont décrites à la note 2 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. Les hypothèses clés et principales méthodes d'estimation que la direction a utilisées selon les IFRS, de même que leur incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les notes du premier trimestre de 2017, sont demeurées sensiblement les mêmes que celles décrites dans les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Changements futurs de méthodes comptables

Les normes suivantes ont été publiées, mais ne sont pas encore en vigueur :

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*, qui précise de quelle façon et à quel moment les produits des activités ordinaires doivent être comptabilisés, et exige la présentation d'informations plus détaillées et pertinentes. L'IFRS 15 annule et remplace l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, l'IAS 11, *Contrats de construction*, et d'autres interprétations relatives aux produits des activités ordinaires. La norme sera obligatoire le 1^{er} janvier 2018 pour la Société, et son application anticipée est permise. La Société évalue, à l'heure actuelle, l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

En juillet 2014, l'IASB a modifié l'IFRS 9, *Instruments financiers*, afin de regrouper les phases « classement et évaluation », « dépréciation » et « comptabilité de couverture » du projet de l'IASB visant à remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. La norme annule et remplace toutes les versions précédentes de l'IFRS 9 et sera obligatoire pour la Société le 1^{er} janvier 2018. Son application anticipée est permise. La Société évalue, à l'heure actuelle, l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*, qui précise comment comptabiliser, évaluer et présenter les contrats de location, ainsi que les informations à fournir à leur sujet en vertu des IFRS. La norme prescrit un modèle unique de comptabilisation par le preneur exigeant la comptabilisation des actifs et des passifs pour tous les contrats, sauf si la durée du contrat est de 12 mois ou moins ou que l'actif sous-jacent a une faible valeur. Toutefois, la comptabilisation par le bailleur aux termes de l'IFRS 16 reste largement inchangée par rapport à l'IAS 17, et la distinction entre les contrats de location-financement et les contrats de location simple demeure. La norme entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. La Société évalue, à l'heure actuelle, l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

Instruments financiers et gestion du risque

Juste valeur des instruments financiers

Une description détaillée des méthodes et des hypothèses utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers de la Société figure à la note 16, « Juste valeur des instruments financiers », des états financiers consolidés de 2016 de la Société.

Gestion du risque financier

Pour une description détaillée de la nature et de l'étendue des risques découlant des instruments financiers ainsi que des stratégies de gestion du risque connexes, se reporter à la note 12 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour les trimestres clos les 31 mars 2017 et 2016. La Société n'avait connaissance d'aucun changement important aux facteurs de risque présentés à ce moment-là.

Risques et incertitudes

Pour une description détaillée des facteurs de risque associés à 5N Plus et à ses activités, se reporter à la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de 2016 de 5N Plus daté du 21 février 2017. Les risques et incertitudes pouvant entraîner de telles différences incluent les risques liés aux facteurs suivants : stratégie de croissance, activités internationales, réglementations en matière de commerce international, réglementation environnementale, concurrence, prix des produits de base, sources d'approvisionnement, protection des droits de propriété intellectuelle, valorisation des stocks, interruptions des activités, dépendance à l'égard du personnel clé, conventions collectives et risques associés au fait d'être une société cotée. La Société n'a connaissance d'aucun changement important aux facteurs de risque présentés à cette date.

Mesures non conformes aux IFRS

Dans le présent rapport de gestion, la direction de la Société a recours à certaines mesures non conformes aux IFRS. Les mesures non conformes aux IFRS fournissent de l'information utile et complémentaire, mais elles n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS.

Le carnet de commandes représente les commandes attendues que la Société a reçues, mais qui n'ont pas encore été exécutées, et qui devraient se transformer en ventes au cours des 12 prochains mois, et est exprimé en nombre de jours. Les nouvelles commandes représentent les commandes reçues durant la période considérée, exprimées en nombre de jours, et calculées en additionnant aux produits des activités ordinaires l'augmentation ou la diminution du carnet de commandes pour la période considérée, divisé par les produits annualisés. Le carnet de commandes est un indicateur des produits futurs attendus en jours, et les nouvelles commandes permettent d'évaluer la capacité de la Société à maintenir et à accroître ses produits.

Le BAIIA désigne le résultat net avant les charges (produits) d'intérêts, l'impôt sur le résultat et l'amortissement. Nous avons recours au BAIIA, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies avant la prise en compte de l'incidence de certaines charges. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

La marge du BAIIA correspond au BAIIA divisé par les produits.

Le BAIIA ajusté correspond au BAIIA tel qu'il est défini précédemment avant la dépréciation des stocks, la réduction de valeur pour effet à recevoir estimé irrécouvrable d'une partie liée, les coûts des litiges et de restructuration, le profit sur la sortie d'immobilisations corporelles, la variation de la juste valeur de l'option de conversion des débentures, et les pertes (profits) de change et au titre de dérivés. Nous avons recours au BAIIA ajusté, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence de toute dépréciation des stocks. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits.

Le résultat net ajusté correspond au résultat net avant l'incidence des moins-values des stocks et des immobilisations corporelles et incorporelles, de la dépréciation du goodwill, de la réduction de valeur pour effet à recevoir estimé irrécouvrable d'une partie liée, des coûts des litiges et de restructuration, et de la variation de la juste valeur de l'option de conversion des débentures après déduction de l'impôt sur le résultat s'y rapportant. Nous avons recours au résultat net ajusté, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence des moins-values liées aux stocks, des immobilisations corporelles et incorporelles, de la réduction de valeur pour effet à recevoir estimé irrécouvrable d'une partie liée, des coûts des litiges et de restructuration et de la variation de la juste valeur de l'option de conversion des débentures, qui ne sont pas courants. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Rapport de gestion

Les charges d'exploitation ajustées correspondent aux charges d'exploitation compte non tenu des coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration, du profit sur la sortie d'immobilisations corporelles et de l'amortissement. Nous avons recours aux charges d'exploitation ajustées pour calculer le BAIIA ajusté. Nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Le résultat net de base ajusté par action correspond au résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation. Nous avons recours au résultat net de base ajusté par action, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence des moins-values liées aux stocks et aux immobilisations corporelles et incorporelles, de la réduction de valeur pour effet à recevoir estimé irrécouvrable d'une partie liée, des coûts des litiges et de restructuration, et de la variation de la juste valeur de l'option de conversion des débetures, qui ne sont pas courants, par action. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Les fonds provenant de (affectés à) l'exploitation correspondent aux flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation avant les variations des soldes du fonds de roulement hors trésorerie liés à l'exploitation. Ces montants figurent dans les tableaux des flux de trésorerie consolidés de la Société. Selon la Société, les fonds provenant de (affectés à) l'exploitation constituent une mesure clé, car ils témoignent de sa capacité à générer les fonds nécessaires à sa croissance future et au remboursement de sa dette.

La marge brute est une mesure servant à déterminer ce que rapportent les ventes en déduisant le coût des ventes, à l'exclusion de l'amortissement des immobilisations corporelles. Cette mesure est également exprimée en pourcentage des produits, en divisant le montant de la marge brute par le total des produits.

La dette nette ou la trésorerie nette est une mesure servant à surveiller le niveau d'endettement, qui tient compte de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. Elle constitue un indicateur de la situation financière globale de la Société et correspond à la différence entre la dette totale, y compris la partie courante et le swap de devises lié aux débetures convertibles, et la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Le fonds de roulement est une mesure des liquidités. Il correspond à la différence entre les actifs courants et les passifs courants. Étant donné que la Société est actuellement endettée, nous nous servons de cette mesure comme d'un indicateur de notre efficacité financière et nous nous efforçons de le garder le plus bas possible.

Le ratio du fonds de roulement est obtenu en divisant les actifs courants par les passifs courants.

Renseignements supplémentaires

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX) sous le symbole « VNP ». Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur la Société, y compris sa notice annuelle, se reporter au profil de la Société sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Rapport de gestion

Principales informations financières trimestrielles

Aux dates suivantes et pour les trimestres clos à ces dates :

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	31 mars 2017	31 déc. 2016	30 sept. 2016	30 juin 2016	31 mars 2016	31 déc. 2015	30 sept. 2015	30 juin 2015
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	60 870	54 704	55 491	57 435	63 868	59 367	68 732	87 250
BAIIA ¹	9 675	4 803	2 066	5 358	2 884	(26 000)	(26 136)	(5 966)
BAIIA ajusté ¹	6 072	4 331	6 816	4 714	4 250	674	1 052	1 963
Résultat net attribuable aux actionnaires de 5N Plus inc.	4 154	158	(4 232)	86	(1 907)	(42 615)	(32 171)	(20 463)
Résultat de base par action attribuable aux actionnaires de 5N Plus inc.	0,05 \$	- \$	(0,05) \$	- \$	(0,02) \$	(0,51) \$	(0,38) \$	(0,24) \$
Résultat net	4 153	158	(4 232)	87	(1 909)	(42 615)	(32 171)	(20 464)
Résultat de base par action	0,05 \$	- \$	(0,05) \$	- \$	(0,02) \$	(0,51) \$	(0,38) \$	(0,24) \$
Résultat dilué par action	0,05 \$	- \$	(0,05) \$	- \$	(0,02) \$	(0,51) \$	(0,38) \$	(0,24) \$
Résultat net ajusté ¹	1 602	148	2 298	45	(653)	(12 966)	(5 652)	(6 125)
Résultat net de base ajusté par action ¹	0,02 \$	- \$	0,03 \$	- \$	(0,01) \$	(0,15) \$	(0,07) \$	(0,07) \$
Fonds provenant de (affectés à) l'exploitation ¹	8 730	5 256	238	4 521	2 471	(5 734)	(620)	(1 482)
Carnet de commandes ¹	128 jours	136 jours	148 jours	157 jours	145 jours	158 jours	134 jours	137 jours

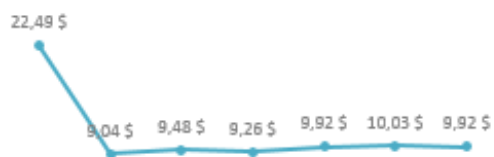
¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

Prix des métaux

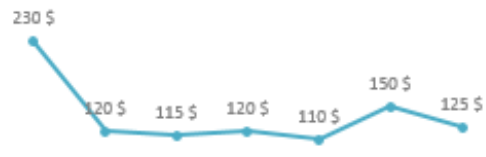
(en dollars américains le kilo)

Bismuth



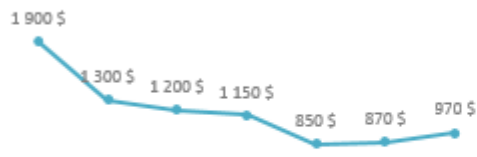
DEC 2014 DEC 2015 MARS 2016 JUIN 2016 SEPT 2016 DEC 2016 MARS 2017

Gallium



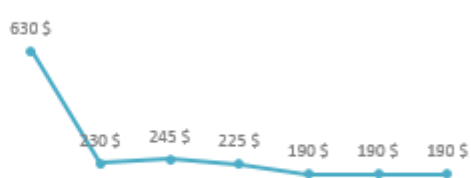
DEC 2014 DEC 2015 MARS 2016 JUIN 2016 SEPT 2016 DEC 2016 MARS 2017

Germanium



DEC 2014 DEC 2015 MARS 2016 JUIN 2016 SEPT 2016 DEC 2016 MARS 2017

Indium



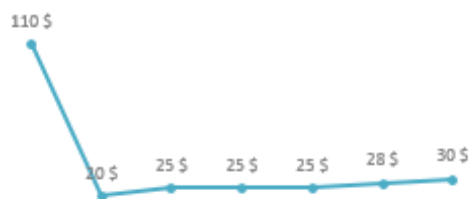
DEC 2014 DEC 2015 MARS 2016 JUIN 2016 SEPT 2016 DEC 2016 MARS 2017

Sélénium



DEC 2014 DEC 2015 MARS 2016 JUIN 2016 SEPT 2016 DEC 2016 MARS 2017

Tellure



DEC 2014 DEC 2015 MARS 2016 JUIN 2016 SEPT 2016 DEC 2016 MARS 2017